

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER
N° RG 21/00090 - N° Portalis DBVK-V-B7F-O6CB

O R D O N N A N C E N° 2021 - 93
du 06 Avril 2021
**SUR PROLONGATION DE RETENTION D'UN ETRANGER DANS UN
ETABLISSEMENT NE RELEVANT PAS DE L'ADMINISTRATION
PENITENTIAIRE**

dans l'affaire entre,

D'UNE PART :

[REDACTED]
né le 17 Avril 1990 à MAKOUA (REPUBLIQUE DU CONGO)
de nationalité Congolaise

Retenu au centre de rétention de Perpignan dans les locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,

Comparant, *par communication téléphonique*, assisté de Adeline BALESTIE, avocate commise d'office.

Appelant,

D'AUTRE PART :

1°) LE PREFET DE LA HAUTE GARONNE

Non représenté

2°) MINISTERE PUBLIC :

Non représenté

Nous, Myriam BOUZAT conseillère à la cour d'appel de Montpellier, déléguée par ordonnance de Monsieur le premier président, plus spécialement pour les attributions dévolues par les articles L 551-1 et suivants du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, assistée de Marion CIVALE, greffière,

EXPOSE DES FAITS ET DE LA PROCEDURE

Vu l'arrêté du 2 avril 2021 de **LE PREFET DE LA HAUTE GARONNE** portant obligation de quitter le territoire national sans délai pris à l'encontre de **Monsieur Ruddy**
[REDACTED]

Vu la décision de placement en rétention administrative du 2 avril 2021 de **Monsieur**
[REDACTED] pendant 48 heures dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire,

Vu l'ordonnance du 03 Avril 2021 à 17h12 notifiée le même jour à la même heure, du juge des libertés et de la détention du tribunal judiciaire de Tribunal de Grande Instance de PERPIGNAN qui a décidé de prolonger la rétention administrative pour une durée maximale de vingt-huit jours,

Vu la déclaration d'appel faite le 05 Avril 2021 par **Monsieur** [REDACTED] du centre de rétention administrative de Perpignan, transmise au greffe de la cour d'appel de Montpellier le même jour à 14h24,

Vu les télécopies et courriels adressés le 05 Avril 2021 à **LE PREFET DE LA HAUTE GARONNE**, à l'intéressé, à son conseil, et au Ministère Public les informant que l'audience sera tenue ce jour à 15 heures 15.

Vu l'article 2 de la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire modifiant l'article 1er de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire : "L'état d'urgence sanitaire déclaré par le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire est prorogé jusqu'au 1er juin 2021 inclus."

Vu l'article 1er du décret n° 2020-1405 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale énonçant que les dispositions de la présente section sont applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par le décret du 14 octobre 2020 susvisé, et prorogé dans les conditions prévues par l'article L. 3131-13 du code de la santé publique.

Elles s'appliquent aux instances en cours le lendemain de la publication du présent décret."

Vu les dispositions de l'article 5 de l'ordonnance n° 2020-1400 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés qui édicte:

"Le juge, le président de la formation de jugement ou le juge des libertés et de la détention peut, par une décision non susceptible de recours, décider que l'audience ou l'audition se tiendra en utilisant un moyen de télécommunication audiovisuelle permettant de s'assurer de l'identité des personnes y participant et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats.

En cas d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, le juge peut, par décision insusceptible de recours, décider d'entendre les parties et leurs avocats, ou la personne à auditionner, par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique, permettant de s'assurer de leur identité et de garantir la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.

Dans les cas prévus au présent article, les membres de la formation de jugement, le greffier, les parties, les personnes qui les assistent ou les représentent en vertu d'une habilitation légale ou d'un mandat, les techniciens et auxiliaires de justice ainsi que les personnes convoquées à l'audience ou à l'audition peuvent se trouver en des lieux distincts. Le juge organise et conduit la procédure. Il s'assure du bon déroulement des échanges entre les parties et veille au respect des droits de la défense et au caractère contradictoire des débats. Le greffe dresse le procès-verbal des opérations effectuées.

Les moyens de communication utilisés par les membres de la formation de jugement garantissent le secret du délibéré."

Vu notre ordonnance insusceptible de recours en date du 6 avril 2021 décidant de la tenue de l'audience par communication téléphonique - visio-conférence.

PRETENTIONS DES PARTIES

Monsieur [REDACTED] confirme son identité telle que mentionnée dans l'ordonnance entreprise et déclare sur transcription du greffier à l'audience : "Je m'appelle Monsieur [REDACTED] Je suis entré en France le 12 septembre 2016 avec un visa, valable pendant un an. Il a été validé par l'OFFI.

Je suis arrivé en 2016 en France : il y a eu une crise économique au Congo, liée à la baisse du cours du pétrole donc je suis venu ici travailler pour financer mes études ; j'étais inscrit en carrières judiciaires sciences criminelles. La préfecture de Toulouse m'a reproché 3 échecs académiques, elle m'a dit que la décision était susceptible d'appel. En 2017 je ne me retrouve pas en situation irrégulière en France, j'ai redoublé mon Master 1 à Poitiers. Je décide de me réorienter pour faire droit social, et venir à Toulouse. Mon visa est toujours valide. La préfecture l'a renouvelé 2 fois. En 2018/2019 mon titre est renouvelé pour la 3^{ème} fois. Toulouse me refuse le titre de séjour en raison de mes échecs académiques, j'ai fait appel. J'ai validé le Master 1 et je suis inscrit depuis à l'IEJ de Nantes. J'étais hébergé par un ami, où j'ai vécu les deux ans sur Toulouse. J'étais sur le point de partir à Nantes pour passer mon concours mais à cause du corona je suis resté ici, les cours se font en distanciel. Les policiers m'ont contrôlé sur Toulouse.

Le 1^{er} avril j'étais en train de livrer des repas en tant que livreur Uber quand j'ai été interpellé par les policiers.

J'ai obtenu un visa étudiant, mes études j'y tiens, je veux rester en France car j'aimerais passer mon concours d'avocat.

Je suis célibataire sans enfant, mon père et ma mère sont au Congo. En France j'ai un oncle qui vit à Bordeaux, et mon copain qui vit à Montpellier. Je suis en couple en France. On habitait ensemble à Poitiers, on a vécu un an à Toulouse et présentement il passe son année académique sur Montpellier et moi je suis resté à Toulouse."

L'avocat développe les moyens de l'appel formé contre l'ordonnance du juge des libertés et de la détention qui a prolongé le maintien en rétention de l'étranger.

Monsieur le représentant de **LE PREFET DE LA HAUTE GARONNE** ne comparait pas.

Monsieur [REDACTED] a eu la parole en dernier et a déclaré sur transcription du greffier à l'audience : " Quand je suis arrivé ici, le premier jour je n'ai pas pu entrer en contact avec les associations. Je n'ai rien de particulier à dire."

SUR QUOI

Sur la recevabilité de l'appel :

Le 05 Avril 2021, [REDACTED] à 14h24 a formalisé appel de l'ordonnance du juge des libertés et de la détention de Perpignan du 03 Avril 2021 notifiée à 17h12 , soit dans les 24 heures de la notification de l'ordonnance querellée, qu'ainsi l'appel est recevable en application de l'article R 552-12 du CESEDA.

Sur l'appel:

Pour rejeter l'exception d'irrecevabilité de la requête préfectorale au visa de l'article R 552-3 du CESEDA le juge des libertés et de la détention de Perpignan a écrit qu'en lui adressant la veille de sa date, la requête préfectorale, l'Administration Française a certes commis une erreur sans portée sur les droits du retenu et que Madame Marie Pujol, chef de la cellule de l'éloignement , signataire de la requête en prolongation du maintien en rétention administrative du 2 avril 2021 bien que datée du lendemain, a reçu délégation de signature du préfet de la Haute Garonne le 15 décembre 2020 d'une part par subsidiarité à

Madame Emeline SAUVAGE, chef du bureau de l'éloignement et du contentieux et de Madame Christine GAUSSEN, adjointe au chef de bureau et d'autre part lors des périodes de permanences.

Qu'en déduisant la compétence de Madame Marie PUJOL pour la signature de la requête du vendredi 2 avril 2021, par survenance d'une des deux hypothèses prévues par l'arrêté de délégation de signature, le juge des libertés et de la détention de Perpignan a jugé sans preuve.

Il convient donc d'accueillir cette fin de non recevoir sans aller plus loin dans l'examen des autres moyens.

Il y a lieu d'infirmier l'ordonnance querellée.

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement,

Vu l'article 66 de la constitution du 4 octobre 1958,

Vu les articles du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile,

Déclarons l'appel de [REDACTED] recevable,

Accueillons la fin de non recevoir de la requête du préfet de la Haute Garonne,

Infirmos la décision déferée,

Et statuant à nouveau,

Ordonnons la remise en liberté de **Monsieur Ruddy NAKOU**,

Lui rappelons qu'il a l'obligation de quitter le territoire national,

Ordonnons la notification immédiate de la décision au Procureur Général,

Disons que la présente ordonnance sera notifiée conformément à l'article R 552-15 du Code de l'Entrée et du Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile,

Fait à Montpellier, au palais de justice, notifiée le 06 Avril 2021 à 16 heures 23.

Le greffier,

Le magistrat délégué,
